

## **João Pedro STEDILE**

**Porte-parole du Mouvement des Sans Terre**

### **Les défis actuels de la gauche brésilienne**

*Tâches primordiales. Faire face aux politiques néo-libérales exige organisation et travail de base.*

La société brésilienne traverse une période très spéciale, pour diverses raisons. L'une d'entre elles est la longue période de crise du modèle économique. A chaque fois qu'il y a crise, il y a instabilité, mais simultanément un processus de transition se caractérise – bien que nous ne sachions pas vers où nous allons. Cela va dépendre du rapport des forces sociales.

Après 50 ans du modèle dit d'industrialisation dépendante – selon la définition de Florestan Fernandes - dans les années 80 ce modèle est entré en crise comme modèle d'accumulation du capital. Dans la décennie suivante, la classe dominante brésilienne a accepté un rôle de subalterne du capital international, et a appliqué les politiques néo-libérales, dans l'« illusion » qu'elles se constitueraient en un nouveau modèle de développement de l'économie nationale.

Les politiques néo-libérales ont privatisé notre économie, elles ont retiré le pouvoir à l'Etat, et ont donné une liberté totale au capital international. Mais cette subordination n'a pas débouché sur un nouveau cycle de développement. Le capitalisme international était entré dans une phase de totale hégémonie du capital financier, ceci rajouté aux grands groupes monopolistiques, qui dominent le commerce, l'industrie et les services.

Aujourd'hui, la forme principale d'accumulation se trouve dans la sphère financière. On accumule au moyen des intérêts et des bénéfices dans l'achat d'actions des entreprises d'états ou nationales déjà installées ; et on donne la liberté totale d'envoi des bénéfices vers l'extérieur. Rien de tout cela ne génère de richesse nationale, d'emploi, de travail, ou de distribution de revenus.

En douze ans d'application de ces politiques, l'économie comme un tout est restée instable. Indépendamment du fait que le PIB croisse, se stabilise ou décroisse, les grandes entreprises multinationales et le capital financier gagnent toujours. En d'autres termes, le modèle ne sert pas les nations, ni l'amélioration des conditions de vie des populations : il sert les grandes entreprises oligopolistiques et le capital financier.

#### **Changements et contradictions**

Les résultats sociaux allant de pis en pis, le peuple a compris ce que signifiaient ces politiques et, lors de l'élection [présidentielle] de 2002, il a voté contre ce modèle. On ne savait pas, cependant, ce qu'il fallait mettre à la place, en raison notamment du faible niveau du débat politique lors de la campagne de 2002. Apeurée par la menace de la crise argentine, une partie des élites brésilienne a accepté la possibilité de changement, et a fait une alliance avec l'alternative Lula.

De notre côté, du côté du PT et des forces sociales qui ont appuyé Lula, cette possibilité était entendue comme une alliance tactique entre la classe des travailleurs et les secteurs de la bourgeoisie industrielle, pour faire face au capital financier, national et international. Mais du côté des élites, la lecture n'a pas été la même. Ils ont fait une alliance pour ne pas lâcher prise, et pour continuer à influencer dans les politiques publiques, suivant le sillon du néolibéralisme.

A presque mi-mandat, le résultat est là. On poursuit une politique économique néolibérale, dominée par ces secteurs de la classe dominante brésilienne qui contrôlent tout le secteur économique du gouvernement, depuis la Banque Centrale jusqu'au Ministère de l'Agriculture. La nature et les conséquences de cette politique, nous les connaissons, cela fait douze ans que ça dure. Elles représentent l'hégémonie du capital financier, qui utilise les politiques publiques pour garantir ses taux de profit, grâce aux intérêts, au pouvoir des oligopoles, et à la liberté totale d'action.

Et quelle est la contradiction qui finit par nous servir ? C'est que cet ensemble de politiques publiques néolibérales ne se présente pas en un modèle solide d'accumulation de capital et de reprise d'un processus de développement national. Nous pourrions même connaître une croissance économique, mais elle sera dominée par le capital financier, par le secteur économique oligopolistique et par les exportations des entreprises transnationales, qui utilisent le libre échange pour augmenter leurs profits.

Dans ces politiques, il n'y a pas de place pour la distribution des revenus, pour la réforme agraire, pour le marché interne, pour la croissance de la consommation des biens de masse, ni même pour les politiques sociales. Sans catastrophisme, en suivant cette option, les problèmes sociaux ne font que s'aggraver. Que ce soit ici, en Chine, ou dans n'importe quel autre pays où elles seront appliquées.

Voici donc le défi d'ordre économique. Il n'y a pas d'issue pour le peuple dans les politiques économiques néolibérales. Elles n'ont d'intérêt que pour le grand capital. Si l'on poursuit dans cette voie, les problèmes du peuple ne feront que s'aggraver, même si le PIB croît, et même si quelques secteurs, en particulier ceux liés au marché extérieur, font augmenter le nombre d'emplois.

### **Le défi de la gauche sociale**

Comment faire face à ce tableau ? Il y a une tendance naturelle des forces sociales et politiques à ne faire référence qu'à ce que fait le gouvernement. Cependant, le problème est ailleurs. La société brésilienne doit débattre et construire un nouveau projet de développement, en recherchant un modèle qui puisse aujourd'hui organiser la production et l'économie tout en recherchant une solution aux problèmes de la population, et pas seulement l'accumulation du capital. Il faut un véritable dialogue social, qui amène ce débat dans tous les espaces sociaux, dans les écoles, les collèges, les universités, les syndicats, les églises et les mouvements sociaux. Et ceci permettra d'éloigner la tendance simpliste de vouloir uniquement critiquer ou défendre le gouvernement.

Le second défi. Dans la lutte de classes, tout se résout dans le rapport de forces. Les exercices de rhétorique ne suffisent pas, même s'ils sont très combatifs. Sans un peuple organisé, on n'a pas de force pour défendre nos idées. Avec des bonnes idées, mais sans

souci d'organiser les travailleurs, les pauvres, on tombe facilement dans le sectarisme, le gauchisme ou le suivisme.

Le rapport de forces sociales actuel est défavorable à la classe des travailleurs, en raison de la longue période historique de reflux du mouvement de masses. Ceci ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de luttes sociales, mais il n'existe pas un mouvement croissant et massif, qui construise organiquement une unité populaire autour d'un projet unifié de changements. Il faut stimuler les luttes sociales et la construction d'un large mouvement de masses, unitaire, réussissant à contrecarrer l'hégémonie du capital financier, qui s'exprime dans les plus diverses sphères de la société – parfois même au sein du mouvement syndical.

Et c'est là qu'il nous faut avoir, nous tous, une réflexion autocritique. Pour stimuler et organiser les luttes sociales, il faut faire un travail de base, ce qui signifie que les militants sociaux doivent se consacrer prioritairement au travail de conviction et d'organisation du peuple. Nous devons placer toutes nos énergies à aller là où le peuple vit et travaille, et l'organiser.

Il faut y aller avec nos idées, nos «outils», faire de petites réunions, «agglutiner», construire une force sociale organisée. Malheureusement, une partie des militants ne réalise pas que sans organisation du peuple, nous n'irons nulle part, et bien souvent elle se fait des illusions avec les éternelles réunions au sommet ou les simples discours d'évaluation de la conjoncture.

### **Débat idéologique**

Le troisième défi que doit relever la gauche sociale, c'est celui du débat idéologique. Il nous faut organiser le débat de l'hégémonie dans la société, comme nous le préconisait Gramsci. Ne pas seulement mener des luttes économiques, corporatives, qui peuvent aboutir à de petites conquêtes sociales pour la classe, mais qui n'aboutissent pas à l'organisation de la classe pour des changements substantiels, ni au débat pour des projets de société.

Dans ce domaine idéologique, nous avons plusieurs champs de bataille. Nous avons un travail de formation politique de nos militants, de nos cadres, actuellement très rare. Nous avons la tâche de créer nos propres moyens de communication sociale : radios communautaires, télévisions communautaires et publiques, journaux, bulletins. Combien de temps encore allons-nous nous satisfaire de la conquête de petits espaces sur la télévision, les journaux et les radios de la bourgeoisie ? Ils seront toujours au service des intérêts de leur classe, la classe dominante, comme nous le disait Perseu Abramo.

Nous devons également utiliser les formes les plus diverses d'expression culturelle. Le théâtre, la musique, la danse, les arts plastiques et les fêtes populaires représentent une excellente forme de communication sociale et d'échange d'idées avec notre peuple.

Comme on peut le voir, nous avons beaucoup de pain sur la planche, si l'on veut sortir de cette crise économique et idéologique que traverse la société brésilienne. Les gauches doivent faire une bonne autocritique, et commencer à travailler en regardant vers le long terme.

*João Pedro Stédile, membre de la direction du MST, fait partie de la CMS (Coordination des Mouvements Sociaux).*

*Cet article a paru dans ALAI-AMLATINA le 02/09/2004, São Paulo  
Servicio Informativo "Alai-amlatina"  
Agencia Latinoamericana de Informacion - ALAI  
[info@alainet.org](mailto:info@alainet.org)  
<http://alainet.org>*

**Traduction : Isabelle DOS REIS pour Frères des Hommes**